

L'appel sera lancé dans les locaux du Sénat belge, en présence notamment de Chantal Compaoré, Première Dame du Burkina Faso, par ailleurs ambassadrice de bonne volonté du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles et coordinatrice de la campagne internationale pour l'interdiction des MGF.

Sabine de Bethune, présidente du Sénat Belge, Isabelle Durant, vice-présidente du Parlement européen, Emma Bonino, vice-présidente du Sénat italien, Gisèle Mandaila, membre du Parlement bruxellois, Mariam Lamizana, présidente du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles, entre autres personnalités, sont également attendues à cette manifestation.

"L'adoption d'une telle résolution assurerait l'expression de la volonté politique au plus haut niveau et constituerait une étape essentielle vers la fin de cette violation des droits humains", rapporte le communiqué.

Il ajoute que suivant la décision de la 56ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, tenue en mars 2012, demandant à l'assemblée générale des Nations unies d'examiner la question des mutilations génitales féminines lors de sa 67ème session qui aura lieu cette année, le Groupe africain à l'ONU est actuellement à la tête des efforts conduits pour la rédaction de cette résolution.

"Afin de soutenir les efforts du Groupe africain visant à assurer l'efficacité de la résolution comme instrument tant pour les gouvernements que pour les activistes oeuvrant pour mettre fin à cette violation des droits humains, la Coalition pour l'interdiction des MGF a lancé un appel dirigé vers les Nations Unies pour une résolution qui interdise explicitement les mutilations génitales féminines dans le monde entier", note cette source.

"Par ailleurs, cet appel demande à tous les États d'adopter et de faire appliquer une loi interdisant les mutilations génitales féminines, et de prendre toutes les mesures nécessaires, qu'elles soient législatives, politiques, ou opérationnelles, visant à mettre un terme à cette pratique", poursuit le communiqué.

Source: allAfrica